



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Dette de la France

Question au Gouvernement n° 4445

Texte de la question

DETTE DE LA FRANCE

M. le président. La parole est à M. Patrick Hetzel.

M. Patrick Hetzel. Monsieur le Premier ministre, depuis votre arrivée au pouvoir, la dette française s'est littéralement envolée : elle dépasse désormais 3 000 milliards d'euros,...

M. Erwan Balanant. Tout à l'heure il n'y en avait pas assez !

M. Patrick Hetzel. ...soit 120 % du PIB.

M. Thibault Bazin. C'est inquiétant !

M. Patrick Hetzel. Les Français ne s'y trompent guère : le président Macron joue au Père Noël avec un argent public que nous n'avons pas, qu'il n'a pas. Toutefois, derrière cette envolée de la dette se cache un second problème. En effet, le Japon ou l'Italie, par exemple, sont détenteurs de leur dette ; autrement dit, ce sont des nationaux qui en financent l'endettement. Il en va tout autrement de la dette de la France,...

M. Hervé Berville, Mme Danielle Brulebois et Mme Françoise Ballet-Blu . À qui la faute ?

M. Patrick Hetzel. ...qui tombe de plus en plus entre les mains de la Chine, ce qui met notre souveraineté en grave danger. Ma question sera donc très simple : quelle part de la dette française la Chine détient-elle désormais ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué chargé des comptes publics.

M. Olivier Dussopt, ministre délégué chargé des comptes publics. Monsieur Hetzel, vous avez en réalité soulevé plusieurs questions, dont je réserve la plus précise pour la fin de ma réponse.

Premièrement, l'alourdissement de la dette de la France s'explique par la nécessité de répondre à une crise...

M. Thibault Bazin. Pas seulement !

M. Olivier Dussopt, ministre déléguételle que nous n'en avons jamais connue. Tout un chacun s'est plu à saluer la politique du « quoi qu'il en coûte » au service de l'économie et des Français : à dire vrai, on nous a plutôt demandé de faire encore plus que de faire moins. (« *Eh oui !* » sur plusieurs bancs du groupe LaREM.)

M. Thibault Bazin. De faire mieux, pas de faire plus !

M. Olivier Dussopt, ministre délégué. Concernant cette augmentation de la dette, j'inviterai donc chacun à balayer devant sa porte !

Deuxièmement, vous vous préoccupez également de la soutenabilité de notre dette. Or la dette de la France est soutenable – parce que la reprise est là, parce que générer de la croissance nous donne la capacité de faire face à nos engagements, parce que le projet de loi de finances pour 2022 inclut un mécanisme d'amortissement de la dette spécifique au covid-19 auquel nous consacrerons 1,9 milliard dès 2022 et plus généralement 6 % des recettes fiscales supplémentaires.

Troisièmement, enfin, vous nous interrogez sur la composition de la dette et l'identité de ses détenteurs. Il s'agit là d'un point éminemment complexe, dans la mesure où une grande partie de la dette fait l'objet de transactions sur les marchés financiers, entraînant des changements presque instantanés de détenteurs finaux. Ce que je peux vous affirmer et qui vous rassurera peut-être, c'est que notre dette se divise schématiquement en quatre quarts, le premier détenu par des investisseurs français, le deuxième par des investisseurs de la zone euro, le troisième par des investisseurs hors zone euro - dont de grandes banques centrales - et le dernier par la Banque de France, dont la part va d'ailleurs croissant en raison du programme d'achat d'actifs de la Banque centrale européenne (BCE). En tout, les banques centrales étrangères et fonds souverains étrangers ne détiennent que 18 % de la dette française : nous voilà loin de la situation de dépendance que vous vous êtes complu à évoquer. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.)*

M. Sylvain Maillard. Très bien !

M. le président. La parole est à M. Patrick Hetzel.

M. Patrick Hetzel. Monsieur le ministre délégué, votre réponse est surtout éloquente par ce qu'elle ne dit pas, c'est-à-dire quelle part de la dette française détient la Chine. Telle était ma question ; je le répète, vous n'y avez absolument pas répondu. Nous aimerions en avoir le cœur net, car vous connaissez l'importance de ce paramètre, qui porte d'autres pays à s'interroger.

Par ailleurs, vous nous expliquez que vous avez dû financer la crise. Or deux constats ressortent des débats budgétaires. D'une part, vous financez bien plus – en d'autres termes, vous avez laissé filer la dépense publique largement au-delà de ce que réclamait la gestion de la crise, ce que vous refusez de reconnaître.

M. Hervé Berville. C'est faux !

M. Patrick Hetzel. D'autre part, la Cour des comptes et le Haut Conseil des finances publiques (HCFP) ont souligné les lacunes de votre projet de budget. Tout cela, monsieur le ministre délégué, n'est pas très sérieux ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe LR.)*

Données clés

Auteur : [M. Patrick Hetzel](#)

Circonscription : Bas-Rhin (7^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4445

Rubrique : Union européenne

Ministère interrogé : Comptes publics

Ministère attributaire : Comptes publics

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [27 octobre 2021](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [27 octobre 2021](#)